

Le projet européen ShareBiotech est officiellement finalisé depuis le 30 juin !
Main basse sur les plateformes des laboratoires académiques?

Le projet proposait d'analyser les débouchés des plates formes technologiques des labo financées par les régions et les organismes de recherche qui financent la grande partie des personnels et d'envisager leur devenir.

Le projet ShareBiotech était porté par Biogenouest¹ qui est une émanation des régions Bretagne et Pays de la Loire, il s'est finalisé le 30 juin 2013. Son objectif principal reste de développer des réseaux d'innovation et d'entreprises biotechnologies au sein de l'Espace Atlantique (France avec 7 régions, Irlande, Portugal et Espagne) en facilitant l'accès des chercheurs et des entreprises aux plates-formes technologiques des laboratoires académiques.

Les conclusions de plus de trois années de collaboration européenne ont été publiées. ["The ShareBiotech project, 2010-2013 : Outcomes and outlook"](#)

16 plates-formes européennes, dont 6 de Biogenouest, ont bénéficié d'un audit approfondi et de recommandations visant à « stimuler leur ouverture à des utilisateurs externes ». Un accompagnement spécifique a été fourni à ces plates-formes par des consultants experts : les recommandations pour 4 plates-formes de Biogenouest concernent notamment le « positionnement et le marketing de l'offre » ainsi que des conseils en matière de communication. Pour 2 autres plates-formes : les experts visent le développements d'outils de communication...

Une étude a permis d'analyser les modèles économiques de plates-formes européennes :: ["Analysis of Life Sciences Technology Core Business models Facilities in Europe"](#) (cabinet Ernst&Young)

15 plates-formes ont été sélectionnées de manière à fournir l'éventail a priori le plus large possible de modèles, suivant des critères comme la gouvernance, le type d'activité, les partenariats ou encore la stratégie de la plateforme. Trois catégories de plates-formes ont ainsi été identifiées : 1) orientées profit, 2) plates-formes de soutien de l'économie locale et 3) orientées recherche.

Selon les conclusions du cabinet d'expertises, les plates-formes mettent en œuvre un « bouquet de modèles économiques » (analyses de routine, consultance, accès direct, formation, abonnement, projet sur mesure, etc.). Cependant, le « bouquet de modèles » dépend plus de choix historiques de chaque plateforme (évidemment puisque ce sont les chercheurs qui les ont montées) que d'une véritable stratégie de marché à long terme.

Y aura-t-il un lien avec la restructuration de la recherche française proposée avec les Idex, labex et autres? Les régions Bretagne et Pays de la Loire vont probablement renouveler la soumission d'un Idex commun pour la nouvelle campagne des investissements d'avenir prévue par le gouvernement Ayrault, et le projet sera probablement basé sur les thématiques déjà financées par les programmes d'investissements d'avenir du gouvernement Sarkozy comme les TIC, les biothérapies, les biotechnologies Marines... Les régions préparent le terrain et souhaitent favoriser l'expansion européenne des PME/PMI régionales dans ces domaines, notamment en déclinant les thématiques de spécialisations réclamées par l'Europe.

¹ Biogenouest a été créé en 2002 sous le nom de "OUEST-genopole" par 11 membres fondateurs (Anses, CNRS, Ifremer, Inra, Inria, Inserm, Université d'Angers, Université de Bretagne Occidentale, Université de Bretagne Sud, Université de Nantes et Université de Rennes 1). Aujourd'hui le réseau fédère, sur les deux régions Bretagne et Pays de la Loire, près de 70 unités de recherche appartenant à ces organismes de recherche et universités, ainsi qu'aux organismes associés : Agrocampus Ouest, CHU d'Angers, Brest, Nantes et Rennes, ENS Cachan Bretagne, Ecole nationale supérieure de chimie de Rennes, Groupe d'étude et de contrôle des variétés et des semences, Irstea, Oniris (Véto), Telecom Bretagne et Université Pierre et Marie Curie (Paris VI). Ses thématiques de recherche couvrent les quatre domaines Mer, Agro, Santé et Bio-informatique. Elle bénéficie du soutien politique et financier et est, dans les faits, pilotée par les Conseils régionaux de Bretagne et des Pays de la Loire.

Quels liens avec des stratégies scientifiques et industrielles nationales? Les instances scientifiques du CNRS, de l'Inserm, ont-elles été consultées ? Ces derniers sont fondateurs de Biogenouest et leurs personnels sont des « acteurs pérennes » des plateformes. Il semble que la présidence de l'université de Nantes approuve le projet, bien que cela n'ait pas fait l'objet d'un point d'ordre du jour ni d'un débat approfondi lors d'une séance du conseil d'administration.

Un plan de mobilité a permis de financer 170 mobilités individuelles (fichtre !) : permettant « aux acteurs des biotechnologies » de se rencontrer, d'assister à des formations, à des événements ou à des voyages d'étude. Une quinzaine d'acteurs bretons et ligériens en ont bénéficié..... 41 « événements à caractère technologique » ont été organisés, ainsi que 3 événements transnationaux qui ont permis d'étoffer le projet. Il s'agissait de partager les avancées technologiques ainsi que les savoir faire en matière de gestion et de structuration des plates-formes technologiques. Essentiellement en santé et technologies marines: microscopie, culture cellulaire et tissulaire, et aussi en bioinformatique, toxicologie, centres de ressources biologiques....

Une analyse du paysage technologique des régions partenaires a été réalisée : ["Biotechnology in the Atlantic Area: Recommendations to support the growth of a bio-based economy"](#) (cabinet Bioingenium Lda). Elle concerne notamment la Bretagne et les Pays de la Loire mais pas seulement et fait des recommandations en matière de soutien aux « bioéconomies » régionales. Sur l'arc atlantique ce serait : santé humaine, nutrition, agriculture/alimentation, traitement de données, cosmétiques, biologie marine et environnement. Parmi les thématiques de spécialisation intelligentes préconisées par le Conseil Régional pour les Pays de la Loire figure effectivement santé humaine (biothérapies) et la Mer (énergies renouvelables et biotechnologies). Pilotage unilatéral ? Qui fait la recherche en amont ? Quid des autres thématiques développées dans les laboratoires, quid des personnels ? Si effectivement, la production et l'activité économique doivent être soutenues, des contreparties en terme d'emplois, de retours vers les laboratoires devraient être préservées. Et, cela ne doit pas se faire au détriment de programmes de recherche élaborés à partir des questions scientifiques que posent les scientifiques des laboratoires. Les plateformes technologiques ont été et sont conçues par les scientifiques des laboratoires de recherche qui en assurent la maintenance. Ce sont eux qui les font évoluer car sans enjeux scientifiques, elles ne se développeront pas ! Elles sont les outils de travail collectifs et mutualisés nécessaires pour la poursuite de leurs programmes. Il est, en effet, nécessaire de maintenir une prospective scientifique au long terme sur l'ensemble des thématiques développées dans les laboratoires ligériens et bretons et cela dans le cadre de ce qui se fait sur l'ensemble du territoire national. Sinon quel gâchis ! La place des plateformes est de rester au sein des laboratoires pour que les scientifiques restent maîtres de leurs outils. Cela n'est aucunement contradictoire avec le développement de partenariats avec des entreprises ou des laboratoires extérieurs, ce sont aux scientifiques d'en décider. Il ne suffit pas de payer pour piloter.....

Les « partenaires » irlandais ont même proposé un modèle de plateforme globale virtuelle ShareBiotech, ce qui permettrait d'accéder à distance à des plates-formes technologiques. Voir la simulation <http://www.realsim.ie/ShareBiotech.html>. Un laboratoire transeuropéen, le rêve. D'autant que pourront être pompés les personnels, les idées, les équipements sans rendre compte aux lourdingues instances scientifiques des EPST français, génial non !

Et pour finir de mettre les points sur les i, une étude a été faite sur les systèmes de gestion de l'information dans les laboratoires académiques ainsi que sur les cahiers de laboratoires. Les experts indiquent que les méthodes et outils des « acteurs de la recherche » ne sont pas au point...: ["Technological Survey on LIMS and ELN in Life Science"](#) (cabinet de consultant Novoptim)

CEA TECH est battu ! D'ailleurs en Pays de la Loire, le CEA ne toucherait pas aux biotechnologies, Partage du marché oblige!